

Pour une vraie politique énergétique sociale votons contre l'extrême droite

La dissolution de l'Assemblée nationale par E. Macron le 9 juin dans la foulée d'élections européennes marquées par une montée de l'extrême droite puis l'alliance rapide des partis de gauche dans le Nouveau Front Populaire réclament un sursaut dans les urnes et dans la rue. **Le Réseau " Sortir du nucléaire " appelle à aller voter aux élections législatives des 30 juin et 7 juillet 2024, contre l'extrême droite et pour les candidat-es affichant un programme défendant les libertés associatives et des propositions en faveur des énergies renouvelables (EnR) et de la sobriété énergétique.**

Défendons notre liberté associative

Le Rassemblement National (RN) menace d'obtenir de nombreux-ses député-es aux élections législatives et même un premier ministre issu de ses rangs. Cela représenterait un risque pour l'existence même de notre association. En octobre dernier, le RN avait proposé un amendement au projet de loi de finances (PLF) prévoyant de suspendre les avantages fiscaux des associations faisant appel à des dons pour financer leurs activités dans le cas où celles-ci seraient condamnées pour certaines infractions pénales.

En 2022, le parti Les Républicains (LR) avait également proposé un amendement au PLF visant à supprimer les réductions d'impôts des dons aux associations "dont les adhérents sont reconnus coupables d'actes d'intrusion sur les propriétés privées agricoles et établissements industriels".

Quant au gouvernement actuel, il s'est fait connaître pour avoir qualifié d'écoterroristes les militant-es écologistes anti-bassines et a contribué à ce que la France ait récemment été qualifié par le rapporteur spécial sur les défenseurs de l'environnement comme le "pire pays d'Europe concernant la répression policière des militants environnementaux".

Voter pour un programme énergétique ambitieux

Nous avons dénoncé à maintes reprises la mise en œuvre, par E. Macron, d'un programme de développement de nouveaux réacteurs nucléaires à marche forcée et sans stratégie globale. En ne s'appuyant sur aucune étude et alors que les 6 EPR2 qu'il envisage de faire construire voient leurs coûts s'envoler, il a récemment annoncé son souhait de construire 8 EPR2 en plus.

La possible arrivée massive de député-es d'extrême droite à l'Assemblée nationale présage de dangereuses alliances contre la transition énergétique. Le RN a pris position à plusieurs reprises contre le développement des énergies renouvelables et souhaite suspendre toute nouvelle construction d'éoliennes. Le parti a défendu, tout comme les Républicains (LR), la construction rapide de 20 nouveaux réacteurs.

Les partis de droite en lice pour les élections législatives menacent l'activité de protection de l'environnement d'associations telles que la nôtre.

L'arrivée de l'extrême-droite au pouvoir augmenterait cette menace en portant gravement atteinte à nos capacités de fonctionnement, d'engagement et de mobilisation.

De son côté, le Nouveau Front Populaire a réussi à s'accorder sur : l'urgence de voter une loi énergie climat, la mise en place de mesures de sobriété et le développement et la défense des EnR, dès les 100 premiers jours de son mandat dans le cas où les partis qui le composent obtiendraient la majorité à l'Assemblée nationale.

...

Pour une vraie politique énergétique sociale votons contre l'extrême droite

La dissolution de l'Assemblée nationale par E. Macron le 9 juin dans la foulée d'élections européennes marquées par une montée de l'extrême droite puis l'alliance rapide des partis de gauche dans le Nouveau Front Populaire réclament un sursaut dans les urnes et dans la rue. **Le Réseau " Sortir du nucléaire " appelle à aller voter aux élections législatives des 30 juin et 7 juillet 2024, contre l'extrême droite et pour les candidat-es affichant un programme défendant les libertés associatives et des propositions en faveur des énergies renouvelables (EnR) et de la sobriété énergétique.**

Défendons notre liberté associative

Le Rassemblement National (RN) menace d'obtenir de nombreux-ses député-es aux élections législatives et même un premier ministre issu de ses rangs. Cela représenterait un risque pour l'existence même de notre association. En octobre dernier, le RN avait proposé un amendement au projet de loi de finances (PLF) prévoyant de suspendre les avantages fiscaux des associations faisant appel à des dons pour financer leurs activités dans le cas où celles-ci seraient condamnées pour certaines infractions pénales.

En 2022, le parti Les Républicains (LR) avait également proposé un amendement au PLF visant à supprimer les réductions d'impôts des dons aux associations "dont les adhérents sont reconnus coupables d'actes d'intrusion sur les propriétés privées agricoles et établissements industriels".

Quant au gouvernement actuel, il s'est fait connaître pour avoir qualifié d'écoterroristes les militant-es écologistes anti-bassines et a contribué à ce que la France ait récemment été qualifié par le rapporteur spécial sur les défenseurs de l'environnement comme le "pire pays d'Europe concernant la répression policière des militants environnementaux".

Les partis de droite en lice pour les élections législatives menacent l'activité de protection de l'environnement d'associations telles que la nôtre.

L'arrivée de l'extrême-droite au pouvoir augmenterait cette menace en portant gravement atteinte à nos capacités de fonctionnement, d'engagement et de mobilisation.

Voter pour un programme énergétique ambitieux

Nous avons dénoncé à maintes reprises la mise en œuvre, par E. Macron, d'un programme de développement de nouveaux réacteurs nucléaires à marche forcée et sans stratégie globale. En ne s'appuyant sur aucune étude et alors que les 6 EPR2 qu'il envisage de faire construire voient leurs coûts s'envoler, il a récemment annoncé son souhait de construire 8 EPR2 en plus.

La possible arrivée massive de député-es d'extrême droite à l'Assemblée nationale présage de dangereuses alliances contre la transition énergétique. Le RN a pris position à plusieurs reprises contre le développement des énergies renouvelables et souhaite suspendre toute nouvelle construction d'éoliennes. Le parti a défendu, tout comme les Républicains (LR), la construction rapide de 20 nouveaux réacteurs.

De son côté, le Nouveau Front Populaire a réussi à s'accorder sur : l'urgence de voter une loi énergie climat, la mise en place de mesures de sobriété et le développement et la défense des EnR, dès les 100 premiers jours de son mandat dans le cas où les partis qui le composent obtiendraient la majorité à l'Assemblée nationale.

...

Un objectif irréaliste et exorbitant : cela coûterait au minimum 224 milliards d'euros d'argent public. Soit 24 fois le budget du ministère de la justice en 2023.

Dans son discours du 24 juin, Jordan Bardella a déclaré vouloir investir massivement dans le nucléaire et augmenter le nombre de réacteurs nucléaires.

Le danger d'une alliance entre le RN et le LR est d'autant plus menaçant qu'elle pourrait s'appuyer sur les députés de droite et d'extrême droite récemment élus au Parlement européen pour obtenir des financements et de nouvelles dérogations aux règles européennes.

Se mobiliser pour une politique énergétique sociale

Le RN se vante d'œuvrer pour les classes populaires dans le domaine de l'énergie. Mais les députés RN ont voté contre l'augmentation du SMIC à 1 500€ net mensuel. Leurs propositions pour les élections législatives ont par ailleurs été qualifiées de difficilement réalisables, comme le fait de déroger au marché européen de l'électricité pour en faire baisser le prix.

Et certaines risquent d'être contre-productives pour le portefeuille des ménages. En supprimant les limites à la location des passoires thermiques sans s'atteler à la rénovation des bâtiments, le RN contribuerait ainsi à faire augmenter les factures énergétiques notamment pour les plus modestes.

Alors que la rénovation thermique permettrait de diminuer notre consommation énergétique tout en allégeant la facture des ménages, E. Macron a progressivement mis de côté cet aspect de la transition énergétique. Son gouvernement a par ailleurs été incapable d'endiguer l'augmentation des prix de l'énergie. Une dynamique qui risque fortement de se poursuivre avec la relance du nucléaire.

Le programme du Nouveau Front Populaire en revanche, propose des mesures concrètes pour faire directement baisser les prix de l'énergie tout en s'attendant à diminuer les factures énergétique en encourageant l'isolation des logements par des mesures de soutien financier notamment à destination des plus modestes.

Nous déplorons cependant jusqu'ici l'absence du nucléaire comme sujet dans leur programme.

L'heure est au choix et à l'action pour soutenir un changement de modèle énergétique et la pérennité de notre action antinucléaire !

Votez et rejoignez les mobilisations contre l'extrême droite !

Plus d'info sur : www.sortirdunucleaire.fr



**Réseau
Sortir du nucléaire**

Un objectif irréaliste et exorbitant : cela coûterait au minimum 224 milliards d'euros d'argent public. Soit 24 fois le budget du ministère de la justice en 2023.

Dans son discours du 24 juin, Jordan Bardella a déclaré vouloir investir massivement dans le nucléaire et augmenter le nombre de réacteurs nucléaires.

Le danger d'une alliance entre le RN et le LR est d'autant plus menaçant qu'elle pourrait s'appuyer sur les députés de droite et d'extrême droite récemment élus au Parlement européen pour obtenir des financements et de nouvelles dérogations aux règles européennes.

Se mobiliser pour une politique énergétique sociale

Le RN se vante d'œuvrer pour les classes populaires dans le domaine de l'énergie. Mais les députés RN ont voté contre l'augmentation du SMIC à 1 500€ net mensuel. Leurs propositions pour les élections législatives ont par ailleurs été qualifiées de difficilement réalisables, comme le fait de déroger au marché européen de l'électricité pour en faire baisser le prix.

Et certaines risquent d'être contre-productives pour le portefeuille des ménages. En supprimant les limites à la location des passoires thermiques sans s'atteler à la rénovation des bâtiments, le RN contribuerait ainsi à faire augmenter les factures énergétiques notamment pour les plus modestes.

Alors que la rénovation thermique permettrait de diminuer notre consommation énergétique tout en allégeant la facture des ménages, E. Macron a progressivement mis de côté cet aspect de la transition énergétique. Son gouvernement a par ailleurs été incapable d'endiguer l'augmentation des prix de l'énergie. Une dynamique qui risque fortement de se poursuivre avec la relance du nucléaire.

Le programme du Nouveau Front Populaire en revanche, propose des mesures concrètes pour faire directement baisser les prix de l'énergie tout en s'attendant à diminuer les factures énergétique en encourageant l'isolation des logements par des mesures de soutien financier notamment à destination des plus modestes.

Nous déplorons cependant jusqu'ici l'absence du nucléaire comme sujet dans leur programme.

L'heure est au choix et à l'action pour soutenir un changement de modèle énergétique et la pérennité de notre action antinucléaire !

Votez et rejoignez les mobilisations contre l'extrême droite !

Plus d'info sur : www.sortirdunucleaire.fr



**Réseau
Sortir du nucléaire**